PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
12 NOVEMBRE 2024
Session ordinaire

L'An Deux Mille Vingt-Quatre, le douze novembre, dans la salle du Conseil, le Conseil Municipal, sur convocation faite le huit novembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni sous la Présidence de Madame Rachel COTTA, Maire.

Présents : Mme COTTA Rachel, M. REYNAUD Bernard, Mme MASSELLO Elodie, Mme PLANCHON Joëlle, M. PERRIN Mathieu, Mme DE VAULX Emily, M. MADEIRA Antonio, Mme COLOGNAC Régine, M. ROUBY François, M. FERROUSSIER Franck, Mme BONNEFOI Natacha, Mme KWIATKOWSKI Stéphanie, M. GUERBAS Nasser, Mme QUINTEIRO Sandrine, M. MORELLI Pierre, M. TOUATI Philippe, M. PEILA Jean-Marc, Mme ALES Mallory, Mme PUAUX Mylène

Absents avec procurations :

M. Serge GALVÉ a donné procuration à Mme Rachel COTTA
M. Dominique JARNIAS a donné procuration à M. Franck FERROUSSIER
Mme Claudette HAOND a donné procuration à M. Philippe TOUATI
M. Fabrice CARTA a donné procuration à M. Bernard REYNAUD

Secrétaire de séance : Madame Natacha BONNEFOI

Membres en exercice : 23 / Présents : 19 / Procurations : 4 / Votants : 23

Madame le Maire fait procéder à l'adoption du compte-rendu du précédent conseil municipal, aucune remarque n'est indiquée, il est voté à l'unanimité. Le seul point à l'ordre du jour est le vœu du conseil municipal pour que la communauté de communes renonce à procéder à une nouvelle diminution des attributions de compensation.

Madame le Maire avertit que les conseillers sont très inquiets pour l'avenir de la commune et que de fait, il était important de se réunir très rapidement. La commune de Cruas bénéficie d'une fiscalité avantageuse depuis la création de la centrale nucléaire (qu'aucune commune du territoire souhaitait accueillir). Depuis la création de la communauté de communes, cette fiscalité a été collectée par cette dernière et redistribuée sous forme d'attributions de compensation.

Madame le Maire dénonce ceux qui veulent faire culpabiliser la commune d'avoir ces avantages et qui exigent de punir Cruas de s'être développée. « Nous n'avons pas à rougir de notre histoire et de notre solidarité fiscale avec nos communes voisines. Les Cruassiens attendent de nous, les élus, la responsabilité de défendre nos intérêts futurs et surtout une bonne gestion des finances de la commune ».

Pour la deuxième fois en moins de cinq ans, la communauté de commune veut ponctionner notre attribution de compensation, ce qui peut mettre en péril des projets d'ampleur comme la nouvelle piscine, un équipement vital attendu sur tout le territoire.

Madame le Maire précise au conseil municipal qu'en application des dispositions de l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales (alinéa IV), le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Lors du bureau communautaire du 15 octobre 2024, le Président de la communauté de communes ARC a informé de la réception de deux courriers (joints en annexe) provenant des communes du Teil et de Saint-Martin-sur-Lavezon. Les Maires ont exposé leurs difficultés financières et leurs arguments les plus significatifs sont repris ci-après entre « guillemets ».

Le maire du Teil a évoqué ses « importantes contraintes financières », « au point de menacer la faisabilité du projet de reconstruction » et demande « qu'une réflexion puisse à nouveau s'engager... sur les attributions de compensation » et « soient étudiées des solutions adaptées et équitables ».

La Maire de Saint-Martin-sur-Lavezon a alerté sur « la situation financière très fragile » de sa commune, « une capacité d'autofinancement pour des investissements quasi nulle... », rappelle que ses élus sont « attentifs à la moindre dépense » et souhaite avoir « une offre de service correcte » à la population. « La question qui se pose est la suivante : comment la communauté de communes ARC peut accompagner les communes en difficulté... et pour des projets d'investissement ? ».

A la suite de cet exposé, Yves Boyer, président de la communauté de communes a annoncé l'organisation ultérieure d'une Conférence des Maires et a proposé :

- la révision des bases minimum de CFE, ce qui engendrera 150 000 € sur 2026. Pour rappel, les 4 élus de la majorité ont voté contre la hausse de cette taxe,
- la révision individualisée des attributions de compensation (AC) de 5%, taux maximum, ce qui engendrera 250 000 € retirés aux communes de Cruas et Meysse, seules concernées par le dispositif prévu par l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI).

La conférence des Maires s'est tenue le mardi 5 novembre 2024 afin d'aborder à l'ordre du jour unique : « les difficultés financières de communes et les possibilités d'intervention de la Communauté de communes pour réduire les écarts de richesse ». Malgré les débats et les propositions faites, un seul scénario a été présenté sur la seule hypothèse de réversion de 194 000 € par an, dès 2025, au détriment de la commune de Cruas.

Pour rappel, Madame le Maire précise que la Commune de CRUAS a déjà vu son attribution de compensation diminuée du taux maximum de 5% en 2021, ce qui représentait déjà une perte pour la Commune de 207 966 €.

Avec ce nouveau prélèvement de 194 000 €, la perte cumulée sera de plus de 400 000 € par an, pour la commune Cruas.

Depuis 2020, la commune s'est engagée dans un programme d'investissement structurant bénéficiant à tout le territoire : nouvelle piscine, skate-park, base de

baignade, tènement Calcia.... Les ressources que la communauté de communes s'apprête à retirer sont indispensables à la réalisation de ces projets ambitieux.

La diminution des attributions de compensation obligera la commune à des arbitrages sur ces propres projets. La décision de la communauté de communes pourrait conduire soit à une augmentation des impôts locaux soit à de nouveaux emprunts qui alourdiraient la dette de la commune. Ces deux moyens ne sont pas acceptables car nous nous sommes engagés auprès des cruassiens à désendetter la commune et à maîtriser la fiscalité.

La commune de Cruas ne remet pas en question la solidarité qu'il doit y avoir au sein de notre intercommunalité mais affirme que, cette solidarité doit impliquer un respect des parties prenantes et un véritable débat. Les choix politiques doivent être partagés, et ne peuvent se limiter à une seule approche comptable.

Madame le Maire tient à souligner que la commune de Cruas participe déjà grandement à la richesse de notre territoire par :

- l'implantation d'une centrale nucléaire, mis en service en 1984
- ses autres activités économiques complémentaires,
- sa détermination d'attirer de nouvelles activités industrielles et commerciales,
- ses retombées fiscales.

Pour illustration et pour bien comprendre :

- les Recettes fiscales 2023 de la CC ARC : 20 483 602 €
- les Recettes fiscales provenant de Cruas et de Meysse : 17 894 713 € soit **87%** du total
- les Recettes fiscales provenant de la commune de Cruas : 12 260 311 € soit **60%** des recettes totales

En comparaison à ces recettes conséquentes, Meysse représente 5,9% de la population et Cruas 12,9% de la population totale de la communauté de communes.

Par ailleurs, les expériences partagées avec les membres de l'ARCICEN (association regroupant les communes accueillant des centrales nucléaires) montrent qu'aucune communauté de communes n'a diminué les attributions de compensation de ces communes atypiques sans leur consentement.

Cependant, la Commune de CRUAS est très sensible aux difficultés financières rencontrées par les communes rurales de notre territoire.

Comme en 2021, lors du pacte financier et fiscal, la commune de Cruas souhaite la création d'un fonds de concours pour que toutes les communes puissent bénéficier de nouveaux moyens financiers sur la base de critères équitables et objectifs.

Bien que ce mécanisme de solidarité ait été refusé en 2021, Madame le Maire réitère sa demande de fonds de concours au Président, afin d'accompagner les communes en difficulté.

En effet, le régime juridique, choisi par le Président de la CC ARC, ne permettra pas une aide financière décente et plus particulièrement pour les communes de Saint-Martin-sur-Lavezon et Saint-Pierre-la-Roche.

En effet, les 194 000 € retenus à la commune de CRUAS n'iront pas directement vers les communes qui en ont le plus besoin, mais seront répartis entre toutes les communes membres, hormis Cruas et Meysse.

La présentation des nouvelles répartitions, diffusée en conférence des Maires et non remise à ce jour, montre une grande différence, par exemple les communes de Saint-Pierre-la-Roche et de Saint-Martin-sur-Lavezon ne recevront qu'une part résiduelle du lourd effort financier à nouveau consenti par la Commune de CRUAS, alors que Le Teil percevra pour une deuxième fois la majorité de ces aides.

Madame le Maire s'interroge donc sur la pertinence de ce levier pour aider les communes à résorber leurs difficultés financières alors que d'autres solutions sont possibles comme mobiliser les fonds propres de la CC ARC pour apporter une aide fléchée auprès des communes en difficultés notamment par le biais d'un fonds de concours.

Pour illustrer et bien comprendre :

1. La communauté de communes ARC est une communauté de communes présentant une très bonne santé financière avec :
 - Un excédent global de clôture du compte administratif 2023 de 10 218 000 millions d'euros (délibération n°2024-015 du 13 février 2024),
 - Un faible taux d'endettement ; deux fois moins que les autres communautés de la même strate (2,26 années d'endettement contre 5 années en moyenne),
 - une épargne brute importante de plus de 3 millions d'euros en 2023.

2. La communauté de communes ARC a fait le choix d'une stratégie d'investissement avec un Plan pluriannuel PPI 2021-2025 comme suit :
 - 60% des investissements sont concentrés sur la commune du Teil ;
 - 40% restants concernent essentiellement des projets communautaires, utiles à tous.

Nous pouvons donc en conclure que les communes de Cruas et de Meysse, qui contribuent à hauteur de 87% des recettes fiscales de la communauté de communes ARC, participent déjà fortement à la solidarité entre les communes de notre territoire. La communauté de communes ARC a donc les moyens d'aider les communes en difficulté sans qu'il soit nécessaire de demander un prélèvement supplémentaire.

Monsieur TOUATI confirme que les élus d'opposition vont voter pour ce vœu, il déplore que les élus de la communauté de communes ARC passent une décision de ce type en force et sans débat. Il donne rendez vous pour le prochain débat budgétaire de la commune sur le contenu des investissements à venir.

Madame le Maire rappelle que les communes de CRUAS et de MEYSSE ont déjà proposé une répartition solidaire notamment avec Saint-Martin (11 000€ par an) et Saint-Pierre (10 000€ par an), cette proposition a été rejeté. Par ailleurs, Madame le Maire demande que la communauté de communes ARC valide par principe de solidarité la notion d'un projet par commune et par an.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal exprime à l'unanimité le vœu que la communauté de communes ARC renonce à procéder à une nouvelle diminution des attributions de compensation à son encontre et qu'elle mette à l'ordre du jour un échange pour l'élaboration d'un pacte financier et fiscal entre la communauté de communes ARC et les communes membres afin de mieux organiser la gouvernance financière au sein de l'ensemble intercommunal.

Ce vœu s'inscrit dans un souci d'intérêt général et de bonne collaboration entre l'ensemble des communes aux fins de valoriser toujours plus le territoire de la communauté de communes ARC.

Madame le Maire souhaite exprimer clairement au président de communauté de communes ARC et aux services de l'état sa détermination. Si la communauté de communes ARC persévère à reconduire, de manière autoritaire, ce prélèvement injuste, la commune de Cruas utilisera toutes les voies juridiques pour contester cette délibération.

En conclusion, Madame le Maire adresse ce message aux Cruassiens : « Vous êtes nombreux à avoir des questions sur ce sujet complexe, une réunion publique accompagnée de notre avocat se déroulera si nécessaire. Tous les Cruassiens seront destinataires du vœu voté à l'instant et nous vous informerons des suites à venir pour défendre l'intérêt de notre commune et vos intérêts. Comme l'a écrit Madame la Maire de Saint-Martin-sur-Lavezon, à notre tour, nous nous interrogeons sur la place de notre commune au sien du territoire ARC. Plus que découragés, nous nous sentons pousser en dehors de l'intercommunalité ».

Le Conseil Municipal est clôturé à 18h54.